

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1904

THÈSE

N°

440

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le mercredi 13 juillet 1904, à 1 heure

PAR

Pierre DARIN

Les Médecins et la Mutualité

Président : M. POUCHET, professeur.

*Juges : { MM. BLANCHARD, professeur.
DÉJERINE et ROGER, agrégés.*

Le candidat répondra aux questions qui lui seront faites sur les diverses parties de l'enseignement médical.

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

H. JOUVE

15, rue Racine, 15

1904

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Doyen.....		M. DEBOVE.
Professeurs.....		MM.
Anatomie.....		P. POIRIER
Physiologie.....		CH. RICHET.
Physique médicale.....		GARIEL.
Chimie organique et Chimie minérale.....		GAUTIER.
Histoire naturelle médicale.....		BLANCHARD
Pathologie et thérapeutique générales.....		BOUCHARD
Pathologie médicale.....	}	HUTINEL.
Pathologie chirurgicale.....		BRISSAUD.
Anatomie pathologique.....		LANNELONGUE
Histologie.....		CORNIL.
Opérations et appareils.....		MATHIASDUVAL
Pharmacologie et matière médicale.....		RECLUS.
Thérapeutique.....		POUCHET.
Hygiène.....		GILBERT.
Médecine légale.....		CHANTEMESSE
Histoire de la médecine et de la chirurgie.....		BROUARDEL
Pathologie expérimentale et comparée.....		DEJERINE.
Clinique médicale.....	}	HAYEM.
		DIEULAFOY.
		DEBOVE.
		LANDOUZY.
Maladie des enfants.....		GRANCHER.
Clinique de pathologie mentale et des maladies de l'encéphale.....		JOFFROY.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.....		GAUCHER.
Clinique des maladies du système nerveux.....		RAYMOND
		TILLAUX.
Clinique chirurgicale.....	}	LE DENTU.
		TERRIER.
Clinique ophtalmologique.....		BERGER.
Clinique des maladies des voies urinaires.....		DE LAPERSONNE
Clinique d'accouchements.....	}	GUYON.
		BUDIN.
Clinique gynécologique.....		PINARD.
Clinique chirurgicale infantile.....		POZZI.
		KIRMISSON
Agrégés en exercice.		
MM.		
ACHARD	FAURE	LEGUEU
AUVRAY	GILLES DE LA	LEPAGE
BEZANÇON	TOURETTE	MARION
BONNAIRE	GOSSET	MAUCLAIRE
BROCA (AUG.).	GOUGET	MERY
BROCA (ANDRÉ)	GUIART	POTOCKI
CHASSEVANT	HARTMANN	REMY
CUNEO	JEANSELME	RENON
DEMELIN	LANGLOIS	RICHAUD
DESGREZ	LAUNOIS	RIEFFEL (chef
DUPRE	LEGRY	des travaux anat.)
		TEISSIER
		THIERY
		THIROLOIX
		THOINOT
		VAQUEZ
		WALLICH
		WALTHER
		WIDAL
		WURTZ

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A TOUTE MA FAMILLE ET A MES AMIS

AUX MEMBRES DU SYNDICAT MÉDICAL DE
L'ARRONDISSEMENT DE VERSAILLES

ET EN PARTICULIER

A LEUR DÉVOUÉ PRÉSIDENT,

MONSIEUR LE DOCTEUR JEANNE

Souvenir reconnaissant de leur pupille.

A TOUS MES MAITRES
DE LA FACULTÉ ET DES HOPITAUX

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR GABRIEL POUCHET

Professeur de pharmacologie et de matière médicale
à la Faculté de Médecine de Paris,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Membre de l'Académie de Médecine.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Les Médecins et la Mutualité

INTRODUCTION

Il va sans dire que, dans cette question des rapports entre médecins et mutualistes, je n'apporte aucune vue ni aucune expérience personnelles. Je n'ai d'autre ambition que celle de bien mettre en lumière une situation fâcheuse et anormale, d'en rechercher les causes et d'indiquer les remèdes que, de part et d'autre, des hommes de bonne volonté croient efficaces pour mettre fin à cette situation.

Peut-être, pour concevoir même l'idée de choisir un pareil sujet, était-il nécessaire d'appartenir déjà de près à la famille médicale et d'avoir vécu dans un milieu où les soucis de la pratique professionnelle se manifestent et s'imposent à chaque instant du jour. C'est, en effet, dans ma famille, composée en grande partie de médecins, et c'est aussi auprès de M. le Dr Jeanne, rédacteur en chef du *Concours médical* et président du Syndicat médical de l'arron-

dissement de Versailles, que j'ai puisé le meilleur de mes renseignements et de mes appréciations.

Je leur exprime ici toute ma reconnaissance pour leur bienveillante collaboration. J'ai trouvé également de nombreuses et précieuses indications dans les journaux de médecine et, en particulier, dans le *Concours médical* et dans le *Bulletin de l'Union des syndicats médicaux de France*.

Je confesse humblement que ce travail n'a rien, ou presque rien d'original, et qu'il est surtout un travail de compilation : à vrai dire, étant donné le sujet, il ne pouvait guère être autre chose.

Je serais trop heureux si cette modeste étude pouvait contribuer, ne fût-ce que pour une petite part, à rétablir l'harmonie entre deux classes d'hommes qui sont faites pour s'entendre et dont l'hostilité ne saurait avoir que des résultats funestes pour les intérêts de la société aussi bien que pour leur propres intérêts. Est-il besoin d'ajouter que j'aborde cette question dans un esprit de vive sympathie pour les idées et pour les œuvres mutualistes, mais aussi avec la préoccupation de défendre de mon mieux la cause d'une grande corporation, menacée, entre tant d'autres périls, par l'effrayante extension que prennent, de nos jours, les associations et les collectivités ?

CHAPITRE PREMIER

Comment sont nées les sociétés de secours mutuels. Le rôle du corps médical dans leur création.

L'avènement de la mutualité constitue, sans contredit, l'un des faits sociaux les plus considérables du XIX^e siècle.

Nées, pour ainsi dire, spontanément, de cet instinct qui porte les faibles à s'unir pour lutter contre les difficultés de la vie, les associations mutuelles remontent sans doute, organisées sous des formes diverses, bien loin dans le passé.

La Révolution les confondit avec les maîtrises et les jurandes et leur fit subir le même sort. L'Empire, la Restauration, le gouvernement de Louis-Philippe, ne se montrèrent pas beaucoup plus libéraux à leur égard. « A vrai dire, écrit le Dr Cézilly, les sociétés de secours mutuels sont nées du mouvement humanitaire qui a accompagné la Révolution de 1848. Un vent de bienveillance avait passé sur le pays, grâce

aux publications de l'école libérale et des fervents de l'association sous toutes ses formes. Nous prenons pour exemple un pays d'aisance moyenne et aggloméré, où des âmes généreuses, émues des difficultés de la vie des travailleurs, eurent l'idée de les inviter à s'associer, à verser une somme mensuelle, cinquante centimes ou un franc par mois, leur promettant, en retour, aide et assistance dans la plus redoutable des épreuves de l'ouvrier, la maladie et le chômage qui en découle. « Nous voulons venir à votre aide ; nous vous aiderons de deux façons, leur disait-on. Nous verserons d'abord, comme vous, la cotisation, sans en réclamer le bénéfice ; ensuite, de concert avec vous, nous administrerons la société que nous vous proposons de fonder, et notre administration sera gratuite. En conséquence, l'argent que vous verserez, ainsi que les personnes qui vous veulent du bien, devenues membres *honoraires*, sera tout entier consacré à vos besoins les plus pressants : vous serez soignés par le médecin, vous aurez les remèdes qu'il prescrira, on vous donnera, par jour de chômage, une petite somme et, s'il se peut, des secours, en certaines occurrences, à vos femmes et à vos enfants... Le gouvernement, qui a intérêt à diminuer la misère de l'ouvrier, nous permettra de déposer dans les caisses de l'un de ses établissements vos petites épargnes ; il vous servira un intérêt de faveur et, en outre, nous espérons qu'il vous allouera, chaque année, quelques secours pécuniaires... » On allait trouver le médecin et on lui disait : « Nous venons

faire appel à vos sentiments de philanthropie, aux sentiments qui nous animent nous-mêmes. Le taux habituel de vos visites, qui est de 1 fr. 50 à 2 francs pour des ouvriers qui ne vous paient que quand ils le peuvent, réduisez-le de moitié, des deux tiers. Vous serez payé régulièrement par la société. Vous aurez rendu service à tous et, au bout du compte, vos intérêts n'en souffriront pas trop... » Même langage, ou à peu près, au pharmacien, qui consentait à faire ses fournitures au tarif le plus réduit, celui des hospices (1). » Telle fut l'origine de la plupart des mutuelles-maladie dans nos communes de France.

Et, dès maintenant, deux réflexions s'imposent. La première concerne le rôle du médecin dans cette création. Obéissant à ses vieilles traditions de philanthropie et d'humanité, le corps médical se jeta tout entier et de tout cœur dans le mouvement. Quoi de plus touchant, en effet, et de plus digne d'encouragement que l'effort personnel de ces pauvres ouvriers gagnant à peine leur pain de chaque jour et prélevant, sur leur maigre salaire, l'obole qui leur permettra, grâce aux bienfaits de l'association, de lutter contre cette terrible éventualité de la maladie ?

1. D^r A. Cézilly, le *Concours médical*, 19 août 1893. Il n'est pas possible de citer ce nom sans rendre hommage, en passant, à la mémoire de ce vaillant défenseur de tous nos intérêts professionnels.

Bien entendu, ce que nous disons du rôle du médecin s'applique à celui du pharmacien, la situation des deux professions, dans cette question de la mutualité, étant identique.

Aussi, dans notre corporation, accoutumée à voir de près la misère du peuple et à la soulager, toujours si pitoyable aux malheureux et si enthousiaste du progrès, l'élan de sympathie pour cette forme nouvelle de la solidarité humaine fut-il unanime ; de toutes parts, les médecins, non contents de se faire inscrire comme membres honoraires, offrirent leurs services à prix réduits. On peut dire que leur désintéressement assura l'existence et la prospérité des associations mutualistes.

C'est qu'en effet le médecin est l'organe essentiel de ces associations : n'est-ce pas lui qui délivre le certificat de validité et qui interdit ainsi l'entrée de la société à des malades dont le traitement viendrait grever lourdement son budget ? N'est-ce pas lui qui défend la société contre les sociétaires eux-mêmes, soit en refusant les médicaments de luxe, soit en déjouant les supercheries, soit en arrêtant au moment convenable la feuille de maladie ? Que serait-il advenu si, prévoyant l'ingratitude et les luttes futures, s'inspirant uniquement de son intérêt, il s'était montré hostile aux associations naissantes, au lieu de leur prêter son appui et son dévouement ? Assurément, le courant qui emporte le monde moderne vers la mutualité a trop de puissance pour ne pas se frayer passage à travers tous les obstacles ; mais peut-être aurait-il été contraint de changer sa direction, et la conception mutualiste aurait-elle pris un tout autre caractère. Quoi qu'il en soit, ce qu'il importe de retenir, c'est que le corps

médical, en agissant comme il l'a fait, entendait bien apporter son concours, non à des mutualistes quelconques, appartenant à n'importe quelle classe de la société, mais uniquement aux pauvres gens, aux salariés qui vivent au jour le jour et que la maladie plongerait à bref délai dans la misère.

La seconde réflexion que suggère le rapide et vivant exposé du Dr Cézilly, c'est que, dès le premier moment de leur existence, les sociétés de secours mutuels ont été ce qu'elles sont encore, des institutions hybrides et complexes : elles ne sont ni de pures organisations de prévoyance, ni des œuvres pures d'assistance ; elles sont l'une et l'autre en même temps, elles participent à la fois et de l'assurance et de la bienfaisance :

Je suis oiseau : voyez mes ailes...

Je suis souris : vivent les rats !

On saisit ici, dès l'origine, l'équivoque que certains mutualistes considèrent comme la cause primordiale de tous les malentendus qui se sont produits et se produisent encore aujourd'hui.

CHAPITRE II

Prodigieux développement de la mutualité.

C'est en 1850 que, pour la première fois, le législateur s'occupe des sociétés de secours mutuels. Jusque-là, il les ignorait. La loi des 8 mars, 5 et 15 juillet 1850, article 2, les définit ainsi : « Ces sociétés ont pour but d'assurer des secours temporaires aux sociétaires malades, blessés ou infirmes et de pourvoir aux frais funéraires des sociétaires ». Le même article ajoutait : « Elles ne peuvent promettre de pensions de retraite aux sociétaires ». Le décret-loi organique du 26 mars 1852 leur permet, au contraire (article 6), de promettre des pensions de retraite, « si elles comptent un nombre suffisant de membres honoraires ». Ainsi, voilà inscrite dans la loi, aggravée par conséquent, l'équivoque que nous avons vue présider à la naissance des sociétés. Au lieu de mettre à la charge de l'assistance privée l'assurance contre la vieillesse, il aurait fallu, prétendent les économistes, dire aux mutualistes : « Vous voulez vous assurer, non seulement contre la maladie, mais

encore contre la vieillesse ? Très bien ! nous vous y autorisons, mais à une condition, c'est que vous affecterez à cette nouvelle assurance, qui n'a aucun rapport avec la première, une cotisation spéciale. A chaque risque doit correspondre une prime particulière et déterminée. Quant aux dons de vos membres honoraires, ce sont des ressources extraordinaires, qui ne peuvent, à aucun titre, figurer dans votre budget ordinaire. »

Mais, bien loin de dissiper ainsi la confusion qui existait déjà, le pouvoir semblait prendre à tâche de l'augmenter encore.

Après l'assistance privée, l'assistance publique. Le 27 mars 1852, dès le lendemain de la promulgation du décret organique, un autre décret prélevait, sur le produit de la vente des biens de la famille d'Orléans, une somme de dix millions destinée à venir en aide aux sociétés de secours mutuels.

Quatre ans plus tard (décret du 26 avril 1856), une somme de 200.000 francs, imputable sur les intérêts disponibles de cette dotation, était affectée à la constitution d'un fonds de retraites au profit des associations de secours mutuels. « Bientôt tous les revenus de la dotation furent employés à subventionner les fonds de retraites. Ils furent même insuffisants à un moment donné, et, à partir de 1881, un crédit spécial fut voté, chaque année, par le Parlement, pour parfaire le surplus des subventions (1). » Ce crédit,

1. M. Barberet, Directeur de la mutualité au ministère de l'Intérieur, Commentaire de la loi du 1^{er} avril 1898.

en 1881, était de 160.000 francs. Puis les crédits se multiplièrent. Leur total, pour l'exercice 1902, atteignait 3.350.000 francs, dont 1.500.000 pour les seules bonifications d'intérêts; cette dernière somme s'élève à elle seule, au budget de 1903, à 2.470.000 francs.

A ces largesses de l'Etat, il faut encore ajouter les subsides accordés à l'envi par les départements et les communes.

Cependant, grâce à la faveur dont elles étaient l'objet, les sociétés, peu à peu, étaient devenues des puissances. « Elles avaient réussi ; elles avaient récompensé leurs promoteurs par la considération, l'influence, et avaient bien souvent créé ou consolidé leur situation municipale, politique. Il était absolument logique que la politique s'en mêlât et, dans le cours de nos révolutions, les politiciens constatèrent aisément la puissance d'un président de société sur son entourage immédiat. Ce fut alors l'époque de la pullulation, parfois inconsiderée, souvent en concurrence des mutuelles. Ce fut un assaut d'offres, de sollicitations ; on voulait avoir sa société ; il fallait la servir, mais aussi s'en servir (1). »

Ainsi encouragées, prônées, subventionnées par les pouvoirs publics et par les particuliers, les sociétés mutuelles prirent rapidement une extension extraordinaire. Elles étaient 500 en 1830, 2.500 en 1852, 9.000 en 1889. Voici, d'après un document officiel,

1. Dr Cézilly, le *Concours médical*, 19 août 1893.

quel était leur nombre et quelle était leur situation financière en 1900 (1) : « En somme, la mutualité française se présente, à l'heure actuelle, avec un total de 13.000 sociétés approuvées ou libres, un effectif de deux millions de membres et un avoir de 300 millions de francs. Elle règle les pensions de 60.000 vieillards, dont la quotité moyenne est de 100 francs par an. Pendant l'exercice 1898, les recettes ont été de 28 millions ; les dépenses ont atteint 22 millions, dont 3 millions 1/2 en frais médicaux, près de 4 millions en frais pharmaceutiques, 6 millions en indemnités journalières de maladie et près de 9 millions pour les arrérages des pensions de retraite... D'autre part, les départements et les communes, se rendant compte des bienfaits que répandent les sociétés de secours mutuels, ont voulu, eux aussi, contribuer à leur extension. Chaque année, dans la mesure de leurs ressources, les conseils généraux et les conseils municipaux votent des subventions de plus en plus importantes, plus de 600.000 francs en 1899. Tout fait prévoir que le million sera réalisé à bref délai. »

Aujourd'hui, en 1904, les mutualistes sont au nombre de 3.500.000. Leur avoir est supérieur à 400.000.000 de francs ; ils comptent 120.000 pensionnaires.

Et ce n'est pas tout. La mutualité scolaire englobe

1. *Journal officiel*, 1^{er} juin 1900.

déjà 2.000 « petites Cavé », avec 700.000 petits sociétaires. Il se fonde un peu partout des mutualités maternelles ; enfin, l'institution gagne l'armée, qui lui amènera facilement 100.000 nouvelles recrues ; elle va pénétrer dans la marine. Ainsi, peu à peu, se réalise le vœu qu'exprimait naguère M. Paul Deschanel : « Il faut que la République française devienne une vaste mutualité ! » (1).

Le jour où, comme l'espère aussi M. Charles Gide (2), d'accord avec M. Deschanel, la société tout entière ne formera plus qu'une grande société mutualiste ou coopérative, ce jour-là, et depuis longues années sans doute, le service médico-pharmaceutique n'existera plus qu'à l'état de souvenir. Mais se souviendra-t-on seulement de la part considérable qui revient aux médecins dans la prospérité inouïe de la mutualité ? L'effort personnel des sociétaires ne suffit même pas à couvrir les frais de maladie. Le document officiel que j'ai déjà cité (3) en convient formellement : « Si les ressources des sociétés de secours mutuels étaient basées uniquement sur les cotisations de leurs membres participants, loin d'avoir un excédent de recettes, elles subiraient un déficit très prononcé. Cet excédent, qui... est de 300 millions de francs (aujourd'hui de plus de 400 millions, d'après M. Barberet), provient des cotisations des membres hono-

1. M. Paul Deschanel. Discours prononcés en 1900 et en 1904.

2. *Revue de déontologie*, novembre 1903, p. 67.

3. *Journal officiel*, 1^{er} juin 1900.

raires, des dons et legs, des subventions de l'Etat, des départements et des communes, ainsi que des intérêts des fonds placés. »

Personne n'est oublié... personne, excepté le corps médical. N'est-ce pas lui, cependant, qui, en abandonnant aux mutualistes, de gré ou de force, la moitié de ses honoraires depuis cinquante ans, a contribué, pour la plus grosse part, à l'accumulation de ces réserves immenses, véritables biens de main-morte, dont l'immobilisation dans les caisses de l'Etat menace de devenir un danger public ? Il n'a pas besoin de reconnaissance, mais, en face de tant de richesses, qu'il a créées en partie et qui contrastent avec son appauvrissement, peut-être lui est-il permis de demander à vivre de son travail et de réclamer la fin d'un état de choses devenu absolument intolérable.

CHAPITRE III

Amoindrissement de la situation matérielle et morale du corps médical.

Pendant que la mutualité prospère et se développe avec une rapidité vertigineuse, la profession médicale, par un phénomène inverse, décline et subit une crise telle que son histoire n'en a jamais peut-être enregistré d'aussi grave. La situation amoindrie qui lui est faite par les collectivités n'est pas assurément la seule, ni même la principale cause de ce malaise. Il faut incriminer surtout l'encombrement, qui lui est commun avec les autres carrières libérales, puis la mauvaise répartition des clientèles, l'exercice illégal, l'abus de l'hospitalisation et des consultations gratuites, etc. Les progrès mêmes de la science produisent des résultats déplorables au point de vue du métier, et c'est le privilège singulier de notre profession, de se nuire ainsi volontairement à elle-même, pour le plus grand bien des autres hommes, et de travailler sans relâche à tarir de ses propres mains la source de ses revenus.

A toutes ces causes de ruine, viennent s'ajouter la gratuité ou l'insuffisance des honoraires imposés par les pouvoirs publics : soins gratuits aux gendarmes, certificats gratuits aux enfants mineurs employés dans l'industrie, aux nourrices ; soins à prix réduits aux cantonniers, aux pompiers, aux facteurs, aux gardes-champêtres... En 1898, un Conseil général, celui de Loir-et-Cher, décide, de sa propre autorité, que les cantonniers seront soignés à l'avenir au tarif de l'assistance médicale gratuite, et notification de cet arrêt est transmise, purement et simplement, au corps médical. *La Commission supérieure du travail dans l'industrie* (rapport de 1897) s'étonne et se plaint de la résistance qu'oppose le corps médical à la délivrance de certificats gratuits. Députés, sénateurs, conseillers généraux, conseillers municipaux, fonctionnaires, tous, du plus petit au plus grand, font de la générosité à nos dépens.

Veut-on se rendre compte de la valeur des sacrifices ainsi consentis par les médecins ? En voici un exemple : « Un de nos confrères, écrit le Dr Courgey (1), me racontait dernièrement sa vie de travail et de labeur... Dans une société de secours mutuels de 400 membres, il avait fait annuellement un nombre d'actes médicaux correspondant à une somme d'environ 5.000 fr. au tarif ouvrier *minimum*. La société, devenue assez rapidement riche, donnait 4 fr. par tête à son médecin, soit 1.600 fr. de traite-

1. *Le Concours médical*, 17 septembre 1898.

ment. Restaient donc 3.400 fr. par an réalisés par la société sur son médecin. En 20 ans, 68.000 fr. !! Le bureau de bienfaisance donnait 1.500 fr. de traitement, et le travail du confrère, au tarif ouvrier *minimum*, représentait une somme annuelle d'environ 8.000 fr., soit 6.500 fr. par an réalisés par la ville sur le médecin du bureau de bienfaisance. En 20 ans, 130.000 fr. !! Rien que pour ces deux charges philanthropiques, cela donne, en chiffres ronds, un total de 200.000 francs de philanthropie médicale ! »

La part de responsabilité qui incombe aux associations mutualistes dans l'apparition et surtout dans l'intensité de la crise médicale est indéniable. Les honoraires qu'elles accordent à leurs médecins sont quelquefois acceptables ; mais, dans l'immense majorité des cas, ils sont absolument insuffisants et trop souvent dérisoires. Visites de jour ou de nuit à six sous, consultations à trois sous, abonnements à 2 francs par tête, à 6 francs par famille et par an : voilà des chiffres authentiques, relevés dans des compte rendus de syndicats médicaux. Un abonné du *Bulletin médical*, médecin en Saône-et-Loire, a reçu soixante centimes pour un accouchement de nuit (1) ; des médecins de l'Oise ont réduit des luxations de l'épaule pour un franc ; même prix pour une désarticulation de l'épaule ! (2).

1. Cité par M. le Dr Gouffier, *Concours médical* du 10 novembre 1900.

2. Dr Jeanne. Enquête sur les sociétés de secours mutuels. *Concours médical* du 17 août 1895.

Comment s'étonner, quand on lit de pareils chiffres, si la gêne et la misère sont venues s'installer au foyer du médecin ? « En faut-il d'autres preuves que la mendicité qui s'étale dans les journaux médicaux ? Pour une veuve de médecin, s'il vous plaît ! Pour les enfants d'un confrère mort dans l'indigence ! Pour le tombeau d'un professeur à la Faculté, s'il vous plaît ! Une multitude d'associations de prévoyance, de sociétés de secours, se sont fondées pour venir en aide aux médecins misérables... » (1).

Si, du moins, la considération et le respect auxquels le corps médical était accoutumé autrefois n'étaient pas entamés ! Ici encore, le mal est grand ; ici encore, les collectivités ont joué un rôle néfaste et sans excuses. Consultons la grande enquête entreprise en 1895, par le *Concours médical* : que de médecins s'y plaignent, non pas seulement d'être exploités, mais d'être insultés, calomniés, tyrannisés par les sociétés de secours mutuels ! L'un d'eux écrit : « Nos sociétés ont souvent à leur tête des hommes sans éducation ni instruction, qui froissent à tout instant le médecin et le ravalent au rôle de fonctionnaire réprimandé par un palefrenier » (2). C'est, sans doute, en présence d'une situation lamentable de ce genre, qu'un vigoureux écrivain lançait naguère aux mutualistes cette éloquente apostrophe : « Comment, messieurs, vous acceptez cette idée,

1. Dr Michaut. *Pour devenir médecin*, p. 19.

2. *Le Concours médical*, 17 août 1895.

qu'étant les plus forts, vous nous ferez marcher ! que, disposant d'un *fixe* (ô tentation !), vous me mettrez à mal par la concurrence ! Vous acceptez cette idée, que vous asservirez votre médecin, que votre médecin sera votre très humble serviteur, un être qui craindra votre mécontentement ! qu'il sera pauvre et bien heureux de recevoir votre argent ! Et c'est à cet homme amoindri, asservi, endolori, et, par conséquent, malveillant, que vous confierez votre santé, votre vie, vos secrets propres ou malpropres, votre honneur ! Quand vous serez malades, moribonds, cet homme, que vous aurez fait malheureux, sera le confident de vos familles, rendues confiantes par la douleur, par la crainte, par l'espoir ! » (1).

Enfin, autre côté, le plus douloureux, de la question : la difficulté de vivre est mauvaise conseillère ; eh bien ! n'est-ce pas elle qui conseille presque toujours ces compromissions, ces actes répréhensibles, auxquels se laissent aller quelques rares médecins, souvent plus à plaindre encore qu'à blâmer ? Et, de tous les griefs que nous pouvons avoir contre les collectivités, celui-là est assurément le plus sérieux et le plus grave ; l'abaissement du niveau moral, l'avilissement des caractères, dans une corporation qui tient en ses mains tant d'intérêts de toutes sortes, ne seraient-ils pas une calamité pour la société tout entière ?

CHAPITRE IV

Le conflit médico-mutualiste.

Les excellentes relations que nous avons vues s'établir entre le corps médical et la mutualité n'avaient pas pu durer. Cette dernière, en effet, n'était pas restée dans les termes du contrat tacite qui liait les deux parties. Peu à peu, élargissant ses cadres, elle se recrutait, non plus seulement parmi les pauvres gens à qui, si volontiers, les médecins avaient offert des réductions d'honoraires, mais encore parmi les patrons, les commerçants, les gens aisés, les riches même. Peu à peu, le corps médical voyait sa clientèle payante diminuer, fondre entre ses mains, à mesure que les associations mutuelles prospéraient et englobaient toutes les classes et toutes les conditions sociales. Il manifesta son mécontentement. Ce ne fut d'abord qu'un murmure, une plainte discrète ; puis, la situation s'aggravant, des cris s'élevèrent de plus en plus nombreux, et ce fut bientôt une clameur unanime de révolte et de protestation. Sur tous les points du territoire, des syndicats s'organisèrent pour la

défense de la profession. La partie, dès lors, devint moins inégale : partout où les médecins, groupés autour de leur syndicats, parvinrent à opposer l'unanimité de leurs membres aux prétentions des mutualistes, ils réussirent à imposer leurs conditions. C'est ainsi, que, pour ne citer que les deux dernières et les plus retentissantes de leurs victoires, ils purent triompher à Lyon en 1902, à Nice en 1903.

Partout, au contraire, où, comme le dit M. Jaurès (1), « sous la loi, tous les jours plus dure de la concurrence, cette noble profession, qui tient tout ensemble de la science, du sacerdoce et de la charité, s'avilit à une triste guerre de boutique », le défaut d'entente devait nécessairement la faire succomber. A Tarbes, par exemple, en 1902, les médecins, réunis en syndicat, avaient refusé d'accepter une diminution d'honoraires, à laquelle prétendaient les contraindre les sociétés de secours mutuels ; deux jeunes praticiens eurent le triste courage de venir faire échec à leurs confrères et, un peu plus tard, d'aggraver encore leur trahison en soumissionnant à moitié prix le service médical de l'Arsenal, cyniquement mis aux enchères (2).

1. *La Dépêche* de Toulouse, mai 1895.

2. Les actes de cette nature, heureusement assez rares, avaient été flétris à l'avance par l'ordre du jour suivant, voté à l'unanimité par le Congrès de déontologie de 1900 : « Tout médecin qui, dans un conflit entre un groupe de médecins et une collectivité, vient appuyer cette dernière contre ses confrères, est indigne du corps médical. »

Pour donner une idée de l'ardeur des combattants et des conditions habituelles où s'engage la lutte, j'en citerai l'un des épisodes les plus caractéristiques, qui se produisit à Château-Gontier en 1901. Cette ville possédait une société de secours mutuels qui avait la gloire d'avoir à sa tête un sénateur; le prix des visites était de 1 fr. 25; les médecins, trouvant ce prix insuffisant, demandèrent qu'il fût porté à 1 fr. 50. En face de prétentions aussi exorbitantes, stupeur et indignation de M. le Sénateur qui, aussitôt, envoie au ministre de l'Intérieur le vœu: « que le Conseil supérieur de la mutualité examine s'il n'y aurait pas lieu de solliciter du gouvernement le dépôt d'un projet de loi qui autorise la création, par les sociétés de secours mutuels, d'un «Fonds commun de défense», afin de rétablir, entre les syndicats médicaux et les sociétés, une égalité dans les moyens de défense qui n'existe plus, depuis que les médecins jouissent de la faculté de se syndiquer ».

Et l'exposé des motifs indique formellement que ce fonds de défense aurait pour but d'aider une société, mécontente de son service médical, « à installer dans la localité un ou deux médecins non syndiqués ». Le Conseil supérieur eut le bon sens de rejeter ce vœu, destiné pourtant à « assagir les syndicats médicaux » ! (1).

De jour en jour, la lutte entre médecins et mutua-

† 1. *Bulletin de l'Union des syndicats médicaux*, décembre 1901.

listes, bien loin de s'apaiser, devient plus ardente et plus âpre.

Cette année même, dans sa séance du 17 avril, l'*Association générale des médecins de France*, toujours si prudente pourtant, et si réservée, n'a pas cru pouvoir se dispenser d'intervenir dans cet éternel conflit. Son président, M. le professeur Brouardel, tout en faisant appel à la sagesse et à la conciliation, s'exprimait en ces termes : « Nous avons le droit, et votre président pense que nous avons le devoir de défendre les intérêts du corps médical, trop souvent lésés. » Et le secrétaire général, M. le Dr Lereboullet, déclarait : « Il n'est que temps de s'unir pour défendre les droits du médecin contre les exigences illégitimes de certaines collectivités » (1).

Ces paroles, prononcées par les représentants élus d'une association qui compte 8.673 médecins français, n'ont pas besoin de commentaires.

Enfin les pharmaciens, menacés dans leur existence même par la création de pharmacies mutualistes, entrent en lice à leur tour et se joignent aux médecins (2).

Il ne s'agit pas, cela va sans dire, de lutter contre le courant, il est irrésistible, qui emporte la société moderne vers un nouvel état de choses. La corpora-

1. *Bulletin de l'Association générale*, 15 mai 1904, p. 98 et 115.

2. Institution d'une commission mixte, médico-pharmaceutique, de défense professionnelle, mai 1904.

tion médicale a des idées trop larges et trop libérales pour se montrer, je ne dis pas hostile, mais indifférente au progrès, sous quelque forme qu'il se présente ; elle a prouvé, d'ailleurs, par des actes, que rien de ce qui touche à l'amélioration physique, intellectuelle ou morale du peuple, ne lui est étranger.

Hier déjà, la Mutualité, pour rappeler une expression célèbre, coulait à pleins bords ; qui donc aurait osé tenter seulement d'arrêter dans son cours le fleuve imposant et majestueux, distribuant sur son passage la fécondité et la vie ? Mais aujourd'hui, le voilà qui déborde ses rives, inondant les campagnes voisines, menaçant de submerger sous ses flots tranquilles de bonnes choses et des hommes utiles : n'essaierons-nous pas de le faire changer de direction, de lui creuser, s'il le faut, de nouveaux lits, mais de le forcer aussi à respecter ce qui est respectable, à laisser vivre ce qui ne demande qu'à vivre ? Et, pour parler sans métaphore, il n'est pas possible que, de parti pris, volontairement, la mutualité, fondée sur la fraternité et la justice, opprime ou avilisse une profession quelconque. Elle qui, par ses associations de prévoyance, cherche à mettre les malades et les vieillards à l'abri du besoin, il n'est pas possible qu'elle se donne pour but de nuire à toute une catégorie de travailleurs et, en abaissant outre mesure leur salaire, de les réduire à la misère, qu'elle s'est proposé de supprimer. Il est plus impossible encore qu'elle ait

l'intention de porter atteinte à leur considération et d'abaisser leur niveau moral (1).

« La fausse mutualité, dit M. François Lépine (2), prend aux uns pour donner aux autres ; la vraie donne à tous, sans rien prendre à personne. » La mutualité qui *prend* aux médecins et aux pharmaciens ne peut pas être la vraie mutualité. Je n'ai pas à prendre parti pour l'une ou pour l'autre des deux écoles entre lesquelles se partagent les mutualistes ; mais j'ai le droit de constater que l'école des économistes, d'une manière générale, est hostile à l'introduction de l'assistance dans la mutualité, et qu'en particulier, elle répudie absolument cette forme, plus ou moins volontaire, de l'assistance privée, qui consiste dans la réduction des honoraires médicaux ou pharmaceutiques.

1. D^r Maurel, de Toulouse. *Concours médical* du 14 mars 1903.

2. *La Mutualité, ses principes, ses bases véritables*, préface, p. IX.

CHAPITRE V

Les revendications du corps médical.

1.° *La sélection des sociétaires.* — Rien dans la nature des choses ni dans la loi, rien dans les principes de la mutualité, ne désigne plus particulièrement une ou plusieurs catégories de citoyens à s'imposer des sacrifices en faveur d'autres citoyens, quelque méritants quelque prévoyants qu'ils puissent être. Si encore ces sacrifices s'appliquaient uniquement à ces pauvres gens qui constituaient, au début, la seule clientèle des sociétés mutuelles ! Mais nous avons vu que celles-ci n'avaient pas tardé à ouvrir leurs rangs à d'autres sociétaires qui étaient, ceux-là, parfaitement en situation de payer intégralement leur médecin et qui, brusquement, sans dire gare, sans que rien fût changé à leur position, se transformaient en clients à prix réduits. En même temps, par une fâcheuse coïncidence, commençait à se dessiner déjà la crise où se débat actuellement notre corporation, crise provoquée par des raisons multiples, mais à laquelle le péril mutualiste venait donner

une redoutable gravité. Aussi le corps médical protesta-t-il énergiquement contre cette invasion, réclamant pour l'avenir la non admission et, pour le présent, l'exclusion de tout membre participant riche ou aisé. Non moins énergiquement, les mutualités résistèrent. Et, des deux côtés, à mon avis, l'on avait également raison.

Du côté des médecins, quoi de plus légitime que leurs réclamations? « De quel droit, pouvaient-ils dire aux mutualistes, venez-vous écrémer notre clientèle et nous affamer? De quel droit exigez-vous de nous des cadeaux, et surtout, voulez-vous nous contraindre à secourir des gens dont la situation de fortune est au moins égale, sinon supérieure à la nôtre? Nos plaintes sont tellement justes que l'un des vôtres, et non des moindres, M. Arboux, secrétaire général de la *Ligue de la prévoyance et de la mutualité*, en a publiquement reconnu le bien-fondé (1) ; qu'un ministre, M. Barthou, dans un rapport officiel (2), a traité vos extraordinaires prétentions d'« exploitation indigne du caractère mutualiste et de nature à déconsidérer l'institution elle-même ».

Du côté mutualiste, on pouvait répondre : « De quel droit, à votre tour, prétendez-vous intervenir

1. Allocution au banquet de l'Union des syndicats médicaux, 25 novembre 1896.

2. Rapport sur les opérations des sociétés de secours mutuels en 1895, Introduction, p. XIII.

dans le recrutement de nos sociétés ? Ne sommes-nous pas libres d'admettre parmi nous qui nous plaît, et faudra-t-il, pour chacun de nos choix, aller demander votre permission ? Sachez-le, ces patrons, ces commerçants, ces rentiers, ces fonctionnaires, que vous nous demandez de ne pas admettre dans nos rangs, ce sont précisément les sociétaires auxquels nous tenons le plus, parce qu'ils nous apportent une force et un prestige dont nous sommes fiers et qui nous attirent chaque jour de nouvelles adhésions. C'est parmi eux que nous choisissons nos présidents, nos trésoriers, nos secrétaires ; nous profitons de leur instruction aussi bien que de leur influence et de leur crédit ; ils nous font honneur, et l'estime et la considération qui les entourent rejailissent sur nous tous. Ils pourraient, objectez-vous, se contenter d'être et de rester membres honoraires ; mais, vous le savez bien, c'est à peine si le membre honoraire fait partie de la société ; il lui verse, une fois par an, sa cotisation, comme il en verse une au Bureau de bienfaisance, à l'Harmonie municipale ou aux sapeurs-pompiers ; il ne lui porte qu'un intérêt banal, superficiel, tout différent du zèle et de l'activité que nous rencontrons chez nos membres participants. Et puis, la sélection dont vous parlez est-elle donc si facile à réaliser ? Où sera la limite ? Où finira l'aisance, où commencera la pauvreté ? Sur quoi jugerons-nous, en si délicate matière ? Sur les apparences ? Vous n'ignorez pas combien elles sont trompeuses ! »

Il faut convenir, en vérité, que, de part et d'autre, les arguments se valent, et il semble que la conclusion à tirer de ce débat, c'est que sociétés et médecins ne parviendront jamais à s'entendre sur cette question. La seule, l'unique solution du problème, c'est de supprimer la question en supprimant, dans les sociétés de secours mutuels, le service médical et pharmaceutique.

Quant à l'exclusion, *hic et nunc*, des sociétaires aisés qui se trouvent actuellement parmi les mutualistes, il suffit de citer sur ce point l'opinion de M. Waldeck-Rousseau, ministre de l'Intérieur (1) : « L'administration n'avait pas le droit, comme le demandaient les syndicats médicaux, d'imposer aux sociétés l'exclusion de leurs membres participants capables de supporter isolément les frais résultant de la maladie. Leur acte d'adhésion et leur réception constituent entre eux et la société un contrat synallagmatique n'étant susceptible de rupture que par leur consentement. Si la société les excluait et qu'ils lui intentassent une action devant les tribunaux, leur réintégration serait certaine. » Et M. Waldeck-Rousseau ajoutait, non sans une pointe d'ironie : « Conséquemment, les syndicats médicaux n'ont à leur disposition, sur ce terrain, d'autre procédé que la persuasion. Toute autre mesure serait vexatoire, inutile et illégale. »

1. Rapport sur les opérations des sociétés de secours mutuels en 1898, Introduction, p. XV.

Les revendications du corps médical portent encore sur deux autres points : le relèvement des honoraires et le paiement, non pas à l'abonnement, mais à la visite.

2^o *Le relèvement des honoraires.* — Dans beaucoup de sociétés, les honoraires accordés aux médecins ne s'élèvent pas au-dessus du tarif de l'assistance médicale gratuite ; ils s'abaissent même parfois au-dessous. Que deviennent, en pareil cas, et la dignité du mutualiste, transformé en indigent, et la dignité du médecin, dont les soins sont estimés à si bas prix ? Le plus souvent, il est vrai, les honoraires médicaux seraient acceptables ou, du moins, le médecin les accepterait, s'ils ne s'appliquaient qu'aux ouvriers. Dans ce cas encore, c'est donc la présence des sociétaires aisés qui provoque ou qui aggrave le conflit, et nous voici ramené au premier terme du problème, la sélection des membres participants, sur laquelle une entente cordiale paraît impossible à réaliser.

3^o *Le paiement des honoraires à la visite.* — Le système de l'abonnement a toutes les préférences des sociétés. De ces préférences, elles donnent deux raisons : La première, qui ne semble pas bien sérieuse, c'est que l'abonnement leur permet de connaître à l'avance la dépense affectée au service médical et, par suite, d'équilibrer plus aisément leur budget. La seconde, qui est injurieuse pour le corps médical et que des mutualistes de marque, des ministres même (M. Dupuy, M. Waldeck-Rousseau) n'ont pas craint d'invoquer, c'est que, dans ce système, le mé-

decin n'a pas d'intérêt à multiplier ses visites. Au lieu de faire planer une suspicion odieuse et imméritée sur toute une corporation, dont l'immense majorité se compose encore d'honnêtes gens, il eût été plus habile peut-être, et certainement plus juste, de penser et de dire que, dans le système opposé, le médecin pourrait pousser le scrupule et la délicatesse jusqu'à ne pas visiter assez fréquemment ses malades, inconvénient qui n'existe pas dans le régime de l'abonnement. Du reste, le même reproche est également adressé à ce dernier système ; seulement, il vient, cette fois, non plus des mutualistes, mais des médecins, qui se plaignent des exigences et du sans-gêne des sociétaires. J'estime que ce sont là de simples procès de tendance et qu'il n'y a pas lieu d'en tenir compte : quel que soit le *modus vivendi* adopté, les abus sont inévitables.

La seule raison qui puisse faire donner la préférence au système dit à *la visite*, c'est qu'il est incontestablement le plus équitable et le mieux proportionné aux services rendus. On ne peut pas dire, en effet, qu'au point de vue des intérêts matériels du médecin, il soit nécessairement supérieur à l'abonnement : telle société, qui consent un abonnement de 6 ou 7 fr. par tête, sans compter les visites de nuit et les soins chirurgicaux, rémunère certainement beaucoup mieux son médecin que telle autre qui ne rougit pas d'offrir 1 fr. par visite et 50 centimes par consultation.

D'ailleurs, il me semble inutile d'insister davantage sur toutes ces discussions ; elles n'auront plus de raison d'être le jour où les mutualistes seront devenus, pour leurs médecins, des clients ordinaires.

CHAPITRE VI

La situation actuelle au point de vue moral.

Je n'ai guère abordé jusqu'ici quel'étude des résultats matériels du conflit médico-mutualiste. Mais il n'y a pas là qu'une simple question de gros sous ; les conséquences morales de l'état de choses actuel sont plus importantes encore et plus graves.

Tels qu'ils existent actuellement, les rapports entre le corps médical et la mutualité diminuent, à la fois, et la liberté du médecin et celle du mutualiste.

Dans les soins qu'il donne au sociétaire malade, le médecin ne se sent pas la même aisance, la même indépendance d'allures qu'auprès de ses autres clients. S'il est lié par un abonnement, ne va-t-il pas être accusé d'être avare de visites ? S'il est soumis au régime du tarif à la visite, ne va-t-il pas encourir, au contraire, le reproche de les multiplier sans raison suffisante ? Il éprouve la vague impression qu'entre son malade et lui se glisse un intermédiaire, qui le surveille et le contrôle. Il ressent une gêne, un malaise, dont il n'a qu'obscurément cons-

cience, mais qui lui enlèvent quelque chose de son autorité et de son initiative. Pour peu qu'il ne soit pas dans les meilleurs termes avec le président ou un membre influent de la société, il sait que son diagnostic, son traitement, seront vivement critiqués, que l'on profitera du moindre oubli, de la plus petite négligence, pour mener contre lui une sourde campagne, qui pourra lui causer le plus sérieux préjudice.

Et ce ne sont pas là, malheureusement, de pures hypothèses. Il n'y a guère, au *Sou médical*, de réunions trimestrielles où cette œuvre si utile de défense professionnelle n'ait à s'occuper de contestations entre médecins et sociétés, de renvois injustifiés, etc. On nous traite volontiers de *salariés* des mutualistes (1), et l'on agit en conséquence. Comment expliquer une pareille conduite, de la part de gens qui ont sans cesse à la bouche les grands mots de justice et de fraternité, à l'égard de collaborateurs dévoués, qui sont le rouage indispensable des sociétés de secours mutuels, et sans lesquels jamais elles n'auraient pu se fonder ni subsister ? Comment expliquer que le corps médical accepte cette situation humiliée et humiliante ? C'est que, dans les petites villes, dans les campagnes, il faut compter, non seulement avec les mutualistes, mais aussi avec les familles des mutualistes, avec leurs amis et connaissances, et qu'un mot d'ordre une fois donné, moins encore, un bruit, une

1. Le mot a été prononcé au Congrès des sociétés de secours mutuels réuni à Toulouse en 1899.

insinuation, aurait bientôt fait le vide autour de l'infortuné praticien et compromis, sinon ruiné, sa clientèle.

Admettons que ces abus de pouvoir et ces iniquités ne soient encore que des faits exceptionnels. Qui pourrait affirmer qu'à moins d'une transformation radicale, ils ne se généraliseront pas, au grand détriment de tous, dans un avenir prochain ? Ils sont suffisants, en tout cas, pour conclure, dès aujourd'hui, que l'état de choses actuel est une cause d'amoindrissement pour l'indépendance et la dignité du corps médical.

La dignité, d'ailleurs, et la liberté des mutualistes, n'en ont pas moins à souffrir. Est-ce que ces charités obligatoires, ces marchandages honteux, qu'on impose trop souvent au médecin, est-ce que ce rôle de parasite auquel on ravale, dans bien des cas, la belle et noble figure de la Mutualité, ne sont pas une atteinte directe et profonde à la dignité de ses adeptes ?

Et leur liberté ? Que font-ils de cette liberté primordiale et sacrée, que tout homme, semble-t-il, devrait avoir à cœur de ne jamais aliéner, la liberté de choisir celui à qui l'on confie sa santé et sa vie ? Eh quoi ! jamais législateurs, jamais actuaire, n'ont consenti à légiférer ni à réglementer en pareille matière, tant ils ont de respect pour la volonté, pour le caprice même du malade ; et vous, sans y être contraints, spontanément, vous abdiquez un droit que réclament et qu'exercent les indigents eux-mêmes !

Une seule loi fait exception à cette règle du silence, la Loi de 1898 sur les accidents du travail, et c'est pour proclamer et pour imposer cette liberté, que M. le Dr Noir a si heureusement appelée « la liberté de confiance ». M. Mirman, rapporteur de la loi à la Chambre des députés, disait à ce sujet (1) : « La liberté absolue pour la victime de choisir elle-même son médecin n'a jamais été contestée par le Parlement, elle ne peut l'être. » Et, au Sénat, M. le rapporteur Chovet affirmait à son tour (2) : « Cette liberté absolue de faire choix de son médecin ne peut être contestée au blessé. En effet, lequel d'entre nous ne se révolterait pas contre cette prohibition qui lui serait imposée, de se faire soigner par le médecin de son choix ? »

Dans un récent article du *Concours médical* (3), M. le Dr Diverneresse, après avoir cité ces deux passages, se demandait pourquoi les raisons invoquées en faveur du blessé auraient moins de valeur à l'égard du malade, et il adjurait, lui aussi, les sociétés de secours mutuels de se libérer d'« un reste d'esclavage, indigne de l'homme d'aujourd'hui, et d'affranchir de cette servitude leurs rapports avec les médecins et les pharmaciens.

« Dans les relations du médecin au malade, écrit M. Jaurès (4), il semble qu'aucune puissance, qu'au-

1. Chambre des députés, rapport du 14 mai 1901, p. 34.

2. Sénat, rapport du 19 novembre 1903, p. 24.

3. Numéro du 21 mai 1904.

4. *La Dépêche* de Toulouse, mai 1895.

cune réglementation ne puisse intervenir. Il y a là quelque chose d'éminemment individuel et insaisissable, la confiance. Et, de plus, le médecin n'est pas un industriel qui répare l'organisme comme on répare une montre ; il n'est pas le marchand qui vend de la santé comme on vend une marchandise ; il est l'homme qui assiste et soulage l'homme ; il est, parfois, le confident suprême, l'ami bienfaisant ; dès lors, dans la détermination même du juste salaire qui doit, non reconnaître ses soins, qui sont au-dessus de tout salaire, mais donner au médecin le moyen de soigner d'autres malades encore, il semble qu'aucune réglementation extérieure, qu'aucune tarification ne doive intervenir. »

Aussi arrive-t-il que ce besoin, cette impérieuse nécessité d'avoir confiance, se manifeste en dépit de tous les règlements : tel sociétaire aisé, s'il vient à tomber malade, appellera, l'un après l'autre et à leur insu, deux médecins, celui de la société, qui remplira les formalités nécessaires, et celui de son choix, qui donnera les véritables soins. D'autre part, il peut se rencontrer, et il se rencontre, des scrupuleux et des délicats qui, membres participants malgré leur situation de fortune, hésitent à profiter d'une faveur à laquelle ils ne se reconnaissent aucun droit et ne font appel à leur médecin qu'à la dernière extrémité.

Un grand nombre de personnes, j'en ai la conviction, entreraient volontiers dans les associations mutuelles, si celles-ci leur laissaient leur liberté « de

confiance ». Mais non ! les sociétés se préoccupent surtout et avant tout de faire des économies ; elles mettent aux enchères leur service médical, elles l'adjugent au moins offrant et dernier sous-enchérisseur, sans s'apercevoir que le fait seul d'accepter leurs conditions, au détriment des confrères, est déjà l'indice d'une moralité douteuse, à moins qu'il n'ait pour excuse la gêne ou la misère. Les jeunes gens surtout, ceux à qui l'expérience de la vie, à défaut de l'Ecole, n'a pas encore enseigné leurs devoirs, sont l'objet de sollicitations de ce genre. S'adresser aux débutants, tel est, en effet, le conseil que donnait jadis aux mutualistes M. le ministre Dupuy, dans un fameux passage de son rapport sur l'exercice 1891, passage qui vaut la peine d'être cité dans ses termes textuels : « L'individu, écrit M. Dupuy, hésite à confier sa santé aux débutants ; la collectivité les accepte, moyennant des prix modiques. Donc, les sociétés de secours mutuels rendent service à ces jeunes médecins, et ceux-ci, tout en se perfectionnant, font acte de réciprocité ». Quel dommage que M. le ministre n'ait pas jugé à propos de nous édifier sur cette santé des collectivités, si spéciale, si différente de celle des individus qui les composent ! Nous apprenons seulement, et c'est l'essentiel, que cette santé collective peut être soignée moyennant des *prix modiques*. Ainsi le médecin qui doit vous plaire, ô mutualistes économes, ce n'est pas le meilleur, c'est le meilleur marché, de même que le pharmacien de vos rêves, ce n'est pas

le plus consciencieux, c'est le moins cher ! Un mot recueilli par M. le Docteur Maurel (1) illustre d'un exemple la théorie ministérielle ; voici ce que raconte notre confrère : « Le président d'une société de secours mutuels qui venait, après enchères, de trouver pour ses sociétaires un médecin à un prix dérisoire, s'en félicitait devant moi ; et, sans se douter combien il était éloigné du but que poursuivaient ces derniers, il s'empressait d'ajouter : « Vous pensez bien que ce n'est pas moi qui le ferai demander ! » Un pareil fait, ajoute M. Maurel, ne juge-t-il pas la situation ?

1. Dr Maurel, de Toulouse, *Concours médical* du 14 mars 1903.

CHAPITRE VII

Les tentatives de conciliation Les palliatifs.

Nous venons de voir que, pour les sociétés comme pour les médecins, la situation présente est une cause d'amoindrissement moral et une entrave à la liberté. Puisque les liens qui les unissent sont devenus de véritables chaînes, quoi de plus rationnel que de rompre ces liens ? En dehors de ce moyen, aussi radical qu'inoffensif, on n'a trouvé et l'on ne trouvera que d'impuissants palliatifs.

Depuis 1893, pour ne pas remonter plus haut, que de tentatives de conciliation, dont pas une n'a pu aboutir ! Cette année-là, l'*Union des syndicats médicaux de France* décida d'envoyer son adhésion à la *Ligue de la prévoyance et de la mutualité*, afin d'avoir le droit de suivre ses travaux et de faire admettre des délégués à ses assemblées générales. Sur l'initiative du Dr Cézilly, une commission mixte fut nommée, avec mandat d'étudier les bases d'un arrangement. Cette commission se réunit plusieurs fois, émit des vœux, élaborâ des projets de contrats, finit

même, après deux ans d'efforts, par formuler des conclusions plutôt favorables aux réclamations du corps médical ; mais aussitôt la Ligue, accusée de vouloir faire de la science, fut désavouée, presque anathématisée, par un autre groupement mutualiste, le *Comité permanent*, qui, lui, se déclarait hostile à tous ces calculs, à tous ces chiffres, à tous ces projets d'entente. Les résultats, si péniblement obtenus, restèrent à l'état de vœux purement platoniques, et le Congrès de Reims, en 1898, se chargea de mettre fin aux illusions des conciliateurs. La Ligue de la Prévoyance dut reconnaître qu'elle n'avait sur la grande armée mutualiste qu'une action fort restreinte et qu'elle n'en représentait qu'une infime minorité.

Le *Conseil supérieur de la Mutualité*, institué par la loi du 1^{er} avril 1898 auprès du ministère de l'Intérieur, se compose, comme on le sait, de trente-six membres, au nombre desquels figurent deux représentants du corps médical, l'un désigné par l'Académie, l'autre élu par les syndicats. En 1900, ce dernier, M. le Dr Pouliot, présenta au Conseil, sous la forme de vœux, le minimum des revendications médicales. C'est à peine si l'on fit à ces modestes vœux l'honneur de les discuter : en quelques lignes, dans un rapport présenté par M. Mirouel au nom de la section permanente, ils étaient écartés, exécutés, pour mieux dire, avec une hautaine et superbe désinvolture (1).

1. *Bulletin de l'Union des syndicats médicaux*, 5 avril 1900.

Un grand nombre de syndicats médicaux ont fait, dans leurs régions, des essais d'entente, qui n'ont pas été plus heureux.

Ce n'est que contraintes et forcées, vaincues par l'unanimité du corps médical, que certaines sociétés ont cédé. J'ai grand'peur que la paix obtenue dans ces conditions ne cache le désir de profiter de la première occasion favorable pour prendre une éclatante revanche : une paix aussi précaire et aussi boiteuse n'est pas celle que nous devons souhaiter. La dernière de ces tentatives, à ma connaissance du moins, est celle qu'a entreprise, d'accord avec un groupe de mutualités locales, le syndicat de l'arrondissement de Versailles. Les pourparlers datent de deux ans bientôt et durent encore ; ils ont permis de constater une bonne volonté réciproque, mais aussi la difficulté d'arriver à une entente complète. La grande pierre d'achoppement est et sera toujours l'éternelle question de la sélection des membres participants.

Le *Concours médical*, l'un de nos principaux organes de défense professionnelle, dans un grand nombre d'articles et de publications diverses (1), a préconisé la solution suivante : il serait fait, sur les honoraires médicaux, une remise de 25 0/0 aux mutualistes, mais à ceux-là seulement qui sont « les

1. Le *Concours médical*, passim, *Tarif général minimum des honoraires médicaux. Règlement général des rapports entre médecins et mutualistes*, par le Dr Jeanne, rédacteur en chef du *Concours médical*, etc.

clients légitimes de la mutualité », ouvriers, domestiques, etc. Or, c'est là, dans ce dernier membre de phrase, que git le lièvre. Au nom des principes même, de la mutualité, au nom de l'égalité de tous les membres participants, qui entrent et demeurent dans la société avec les mêmes droits aussi bien qu'avec les mêmes devoirs, au nom de la liberté du recrutement, on se refuse à créer deux catégories dans l'association, et, en supposant qu'un accord puisse s'établir sur cette base, ce ne sera jamais qu'un accord local et forcément limité.

Il faut bien le dire, toutes ces combinaisons, plus ou moins ingénieuses, plus ou moins compliquées de questions accessoires et de circonstances diverses, se heurtent à une commune objection : elles sont arbitraires, elle n'apparaissent pas comme la conséquence naturelle de principes certains, indiscutables. La vraie solution, ici comme ailleurs, c'est la liberté : que le corps médical d'une part, les sociétés mutuelles de l'autre, reprennent leur autonomie et leur indépendance, et toutes les difficultés, j'en ai le ferme espoir, cesseront comme par enchantement.

La commission mixte, médico-pharmaceutique, tout récemment instituée, exprime, elle aussi, dans son *Appel aux syndicats* (1), le désir « d'arriver à une entente amiable, de façon à sauvegarder nos droits légitimes, sans entraver le développement normal de la mutualité ».

1. *Concours médical* du 4 juin 1904.

Enfin, l'opinion qui domine actuellement parmi les médecins, sur la meilleure conduite à tenir à l'égard des sociétés de secours mutuels, me semble bien formulée dans l'« *Avant-projet d'un code de déontologie médicale* », publiée, dans ces derniers temps, sous les auspices du Conseil général de l'Association des médecins de France (1).

« Toute mutualité, lisons-nous dans ce projet, basée sur les sentiments de philanthropie et de charité, a droit (2) à un tarif minimum qui, dans toute autre circonstance, serait inconciliable avec la dignité du médecin.

« S'il en est des mutualités vraies comme de l'assistance médicale gratuite, c'est-à-dire, si les institutions fondées sur des sentiments de philanthropie et de fraternité ont le droit de demander aux médecins de leur rendre des services désintéressés, ce ne peut être qu'à la condition, que ces institutions ne s'écartent jamais de leur but charitable. Si, en effet, au lieu de grouper des travailleurs dépourvus d'aisance et incapables de faire face aux nécessités de la vie, les

1. *Bulletin de l'Association générale des médecins de France*, 1^{er} avril 1904, p. 27.

2. A droit? Oui, sans doute, les ouvriers prévoyants qui s'assurent contre la maladie sont dignes de tout l'intérêt du corps médical, et celui-ci ne leur a jamais marchandé son concours et son appui. En résulte-il qu'ils aient le « droit » de demander aux médecins des « services désintéressés »? Les indigents eux-mêmes n'ont pas ce droit, et le devoir de venir en aide aux déshérités incombe, non pas à une seule catégorie de citoyens, mais à la société tout entière.

mutualités recevaient ou gardaient, comme membres participants, des personnes aisées, pouvant se suffire à elles-mêmes, les médecins n'auraient aucun devoir à remplir vis-à-vis d'elles.

« Les mutualités reçoivent des dons et des legs et jouissent d'une législation spéciale, parce qu'elles répondent à une nécessité sociale. Elles perdraient ce caractère, si elles s'identifiaient avec les compagnies d'assurances contre les risques de maladie, d'infirmité ou de décès. »

A nous en tenir aux termes mêmes de cette déclaration de principes, combien y aurait-il aujourd'hui de mutualités qui auraient droit à ce tarif minimum ? Toutes, ou presque toutes, ne sont-elles pas largement ouvertes aux « personnes aisées, pouvant se suffire à elles-mêmes » ?

Parmi celles qui se composent uniquement d'ouvriers, n'en est-il pas qui sont très prospères et très riches, témoin cette société des ouvriers en soie de Lyon, à qui la Chambre de commerce alloue une subvention annuelle de 120.000 francs (1) ?

Est-ce que toutes, dans leur principe et dans leur essence, ne constituent pas de véritables institutions d'assurance ?

« Le véritable but, économique des sociétés mutualles, déclare M. Lourties (2), est de procurer aux

1. *Bulletin de l'Association générale des pharmaciens de France*, 25 mars 1904, p. 270.

2. Sénat, séance du 10 février 1886.

travailleurs peu fortunés l'assurance à bon marché. Au fond, la seule différence qui existe, au point de vue financier, entre les opérations des compagnies d'assurances et celles des sociétés de secours mutuels, c'est que, dans ces dernières, les primes ou cotisations sont dégagées de la charge que représentent, pour les compagnies, les dividendes à payer aux actionnaires, les frais de gestion et d'administration. »

Beaucoup de personnes entrent aujourd'hui dans les associations mutuelles, non plus, comme autrefois, pour diminuer, en les partageant, des risques qu'elles seraient incapables de supporter à elles seules, mais pour conclure une affaire : elles s'assurent contre la maladie et la vieillesse, comme elles s'assurent contre l'incendie ou la grêle.

Dans ces conditions, pour emprunter les expressions mêmes de « l'Avant-projet » dont nous avons parlé, les médecins n'ont plus « aucun devoir à remplir » vis-à-vis des mutualités.

CHAPITRE VIII

Le vrai remède. — Quelques opinions de médecins et d'économistes.

Déjà, il y a 23 ans, le D^r Surmay, de Ham, prévoyait et prédisait la nécessité d'une séparation, et il exprimait son opinion sous cette forme amusante et spirituelle : « L'histoire des rapports des médecins avec les sociétés de secours mutuels rappelle ce qu'on dit des mariages d'inclination. Aux ravissements de la lune de miel succèdent bientôt des désenchantements et les pitoyables querelles d'un ménage besogneux, et tout finit par la séparation, qui est une délivrance. Nous en sommes à la deuxième phase, la troisième est inévitable » (1).

Quatorze ans plus tard, le D^r Jeanne, rendant compte d'une seconde enquête faite, à cette époque, par le *Concours médical*, enquête qui portait sur 77 départements, 2.500 sociétés et environ 800.000 mutua-

1. Rapport à l'Association des médecins de Saint-Quentin, 1881.

listes, concluait : « Puisque la mutualité ne recule pas devant la spoliation du corps médical, quand il accepte d'être son associé, rompons le contrat » (1).

Cinq ans après, un rédacteur du même journal s'adressait en ces termes aux mutualistes : « Faites donc, messieurs, toutes les belles choses que vous rêvez. Seulement, n'oubliez pas que, désormais, l'adhérent d'une société de secours mutuels, quels que soient son âge, son sexe, sa fortune, sera pour nous un client comme un autre, justiciable du tarif d'honoraires que nous appliquons à la catégorie sociale dont il fait partie » (2).

L'année dernière, enfin, c'était un étranger à la famille médicale, un économiste, M. François Lépinc, qui, dans un livre du plus haut intérêt (3), formulait ainsi son avis sur la question :

« Veut-on supprimer toute cause de dissentiments et concilier véritablement tous les intérêts en conflit ? Il n'y a qu'un moyen, aussi simple qu'efficace : c'est de renoncer à cette autre forme de l'assistance médicale obligatoire en faveur de la mutualité ; c'est de supprimer le service médical et pharmaceutique dans les sociétés mutuelles. Toutes choses rentreront ainsi dans l'ordre naturel ; chacun recouvrera sa liberté et la plénitude de ses droits, sous la souveraineté de la loi économique de la libre concurrence. Et,

1. *Le Concours médical*, 27 juillet 1895.

2. *Le Concours médical*, 23 juin 1900.

3. *La Mutualité, ses principes ses bases véritables*, 1903.

du même coup, disparaîtront ou, tout au moins, seront réduits au minimum les abus dont on se plaint. »

Et, dans une lettre placée en tête du volume, M. Frédéric Passy donnait aux idées de l'auteur l'appui de sa grande autorité : « Analysant, dit-il, et disséquant, si je puis ainsi parler, le fonctionnement de l'assistance médicale obligatoire, vous en avez, avec une rigueur que j'appellerais impitoyable si ce n'était la plus véritable pitié qui vous l'a inspirée, montré les dangers au point de vue financier aussi bien qu'au point de vue moral, au point de vue de la liberté et de la dignité humaines aussi bien qu'au point de vue de l'intérêt des malades ; et, dans tous les cas, sous toutes les formes, vous avez établi, avec la double autorité des chiffres et de l'équité, que la liberté seule, sans faveur, sans contrainte, sans vaine sentimentalité, est la loi de la prévoyance comme de l'activité humaine (1). »

1. *La Mutualité*, lettre-préface de M. Frédéric Passy, p. V. et VI.

CHAPITRE IX

La mutualité comme en Amérique. — Les voies et moyens de la réforme.

Nous nous sommes habitués à lier dans notre esprit ces deux termes : société de secours mutuels et service médico-pharmaceutique. Il ne s'ensuit nullement que cette liaison soit une nécessité. La preuve en est que, si elle constitue la règle dans nos pays d'Europe, elle n'existe pas aux États-Unis. Dans un travail fort intéressant (1), M. le Dr Cuyllits, de Bruxelles, nous donne les renseignements suivants sur l'organisation de la mutualité en ce pays : « C'est en Amérique, chez cette nation jeune qui donne tant de leçons à la vieille Europe, que nous allons puiser la seule solution acceptable et qui, du reste, s'impose à nous comme la seule équitable et la seule logique. A de rares exceptions près, le

1. Rapport au premier Congrès international de médecine professionnelle et de déontologie, réuni à Paris en 1900.

monde américain se partage en deux groupements, la société d'assurances et la mutualité, la société d'assurances à laquelle participent toutes les classes sociales, la mutualité réservée aux travailleurs. Dans l'une comme dans l'autre, la préoccupation dominante est d'assurer au membre de l'association son indépendance et le libre choix du médecin. Ce souci de liberté, qu'on ne saurait assez admirer, s'étend même au service des compagnies de chemins de fer comme de toutes les autres sociétés, où, toujours, ouvriers et employés restent libres de choisir leur médecin.

« Après un examen attentif de cette organisation médicale, on se demande comment nous en sommes arrivés à concevoir un système de secours médical où l'on étrangle la liberté, sans qu'il se soit produit la plus justifiée et la plus unanime des réprobations. C'est pourtant ce qui existe dans nos sociétés mutualistes, dans nos compagnies de chemins de fer, au sein de l'État lui-même, exploitant de chemins de fer ou de services publics. Aussi, en Amérique, dans les mutualités comme dans les sociétés d'assurance contre la maladie et les accidents, le malade assuré, restant libre du choix de son médecin, reçoit, chaque semaine, une prime de 10, 15, 20, 40 dollars, suivant ce qu'il paie à la Compagnie, suivant les ressources de la mutualité ou suivant la somme pour laquelle il est assuré. Libre à lui de se faire bien ou mal soigner, libre à lui de s'adresser à tel médecin qui lui inspire confiance. N'a-t-il pas un intérêt

majeur à la sauvegarde de son existence ? Qui mieux que lui peut établir le rapport nécessaire entre ses ressources et les dépenses qui lui incomberont du fait de sa maladie ?...

« Entre les mutualités, qui, là-bas, s'appellent *loges*, et les sociétés d'assurances, je n'ai à signaler qu'une différence dans la répartition des secours médicaux ; c'est que la prime payée par le mutualiste varie, chaque année, suivant les profits ou pertes de la société, tandis que dans la Compagnie d'assurances proprement dite, la prime est immuablement fixe. »

Ce qui se pratique en Amérique ne peut-il se pratiquer en France ? Rien n'autorise à en douter. Aussi bien, l'expérience est faite, et elle est concluante. Il existe, en effet, dans notre pays, une forme de la mutualité, la mutualité scolaire, qui, en quelques années, grâce aux efforts de M. Cavé, de M. Edouard Petit, grâce aussi au concours dévoué de nos instituteurs, a pris un merveilleux essor (1). Or, ces sociétés n'ont pas de service médico-pharmaceutique, et

1. « En 1895-1896, les mutuelles scolaires comprenaient dix groupements à peine... Elles montent, en 1901-1902, à la date du 31 mars, à 2734, s'étendant à 12.500 écoles environ, comprenant 550.000 écolières et écoliers, qui, par leur cotisation, par la contribution d'un peu plus de 40.000 membres honoraires, ont économisé 3.200.000 francs, dont plus de 700.000 ont été affectés au paiement de « journées de maladie » au profit des assurés. » (Rapport de M. Edouard Petit, inspecteur général de l'Instruction publique, *Journal officiel* du 1^{er} août 1902.

c'est à cette circonstance que M. Lépine attribue, en grande partie, leur prodigieux succès. « La situation financière de ces sociétés, dit-il, est bien meilleure que celle des sociétés d'adultes : la spécialisation des cotisations, le service en argent de l'indemnité de maladie, à l'exclusion des frais médicaux et pharmaceutiques, sont les causes principales de cette supériorité (1). »

Ainsi, les faits le démontrent, la réforme est possible. J'ajoute que, si elle était franchement acceptée par les sociétés, elle serait extrêmement facile à réaliser.

D'abord, premier point : aucune disposition légale ne les oblige à instituer un service médical ni un service pharmaceutique. Un simple vote de l'Assemblée générale suffira donc pour les supprimer.

Secondement, le secours de maladie étant, dès lors, exclusivement constitué par l'indemnité pécuniaire quotidienne, il s'agira de fixer le taux de la nouvelle indemnité, englobant désormais tous les frais occasionnés par la maladie, secours en argent et dépenses de médecin et de pharmacien. Il suffira, pour déterminer ce taux, d'une petite opération, qui est à la portée d'un enfant et qui consistera à diviser le montant de la cotisation (2) par le nombre moyen

1. *La Mutualité*, p. 56.

2. Rien n'empêchera les sociétés de continuer les errements du passé et, pour augmenter le taux de l'indemnité, d'ajouter à la cotisation des membres participants tout ou partie de celle des membres honoraires. Mais la science et le bon sens disent qu'il serait infiniment plus sûr et plus logique de n'affecter à

annuel de journées de maladie évalué par tête de participant. Afin d'établir cette moyenne avec une probabilité aussi rapprochée que possible de la vérité, chaque société n'aura qu'à consulter ses archives et à faire entrer dans son calcul les chiffres fournis par toutes les années qui se sont écoulées depuis sa fondation.

Voici d'ailleurs un exemple emprunté à M. Lépine (1) :

Si la cotisation est de 13 fr. 75 (chiffre voisin de la moyenne, en France, pour 1899), et si la moyenne des journées de maladie est de 5 1/2 (moyenne, pour toute la France, de 1896 à 1899), le taux de l'indemnité quotidienne sera de $\frac{13,75}{5,5} = 2$ fr. 50.

C'est cette somme de 2 fr. 50 qui sera touchée par le sociétaire, pour chaque journée de maladie, pendant un temps déterminé, comme aujourd'hui, par les statuts. Ces 2 fr. 50, sur lesquels le sociétaire malade devra prendre ses dépenses de médecin et de

l'assurance contre la maladie que la prime annuelle versée par l'assuré lui-même ; toutes les autres ressources constituent des recettes extraordinaires et ne devraient figurer qu'au budget des dépenses extraordinaires. La science et le bon sens disent également que la même prime ne devrait pas être employée à couvrir deux risques différents, tels que ceux de la maladie et de la vieillesse : il faut, dit M. Lourties, « une cotisation afférente à chaque risque à garantir ». Si la réforme du service médico-pharmaceutique contribuait à faire entrer les associations mutuelles dans la pratique de la spécialisation des cotisations, elle leur rendrait, croyons-nous, un immense service.

1. *La Mutualité*, p. 183.

pharmacien, paraîtront peut-être bien insuffisants, dans les cas surtout qui nécessiteront de fréquentes visites médicales. C'est que la cotisation elle-même est insuffisante (elle est, en moyenne, inférieure de à la dépense moyenne occasionnée par la maladie et près de 2 francs calculée par tête de sociétaire ; de plus, cette dépense tend plutôt à augmenter, tandis que le taux de la cotisation tend à diminuer) ; avec une cotisation double, soit 27 fr. 50 par an, moins de 8 centimes par jour, l'indemnité serait, naturellement, doublée et s'élèverait à 5 francs.

Mais, peut-on objecter, si le sociétaire reçoit directement son indemnité, qui l'empêchera d'en disposer à son gré, de l'employer à tout autre usage qu'à payer le pharmacien et le médecin qu'il aura choisis ? N'y a-t-il pas là un danger, premièrement pour la société, qui ne saurait tolérer dans ses rangs des membres dont l'honorabilité ne serait pas irréprochable ; deuxièmement, pour les deux professions, qui risqueraient de perdre au nouveau régime plus encore qu'elles ne perdent au régime actuel ?

Pour parer à ce danger, M. le Dr Diverneresse, dans un article déjà cité (1), propose un système fort ingénieux, très simple et très pratique à la fois. Chaque semaine, au moment de verser au malade son indemnité, le trésorier de la société retiendrait la somme nécessaire pour payer les frais des médica-

1. *Concours médical*, 21 mai 1904.

ments et des visites, qui seraient inscrits sur une feuille spéciale par le médecin et par le pharmacien. Puis, comme la société, en garantissant ainsi leur créance à ces derniers, leur rendrait un service qu'il ne serait que juste de reconnaître, elle aurait droit à la remise que les médecins font habituellement à leurs receveurs et prélèverait 5 ou 10 o/o sur la note des honoraires médicaux et sur la facture du pharmacien.

En résumé, la suppression du service médical et pharmaceutique dans les sociétés de secours mutuels est possible ; elle est d'une exécution facile et sans danger. Si, de plus, je parviens à montrer qu'elle ne peut être qu'avantageuse aux deux parties, j'aurai montré, par là même, qu'elle est désirable, et que médecins et mutualistes ont tout intérêt à s'entendre pour la réaliser.

CHAPITRE X

Les résultats probables de la réforme.

Supposons la réforme acceptée par tous et mise en pratique. Quelle sera la situation nouvelle? Quels avantages en retireront, les mutualistes d'une part, les médecins d'autre part?

Le mutualiste, rentré dans le droit commun, a reconquis sa liberté, toute sa liberté. Il donne sa confiance à qui lui plaît, il la retire quand il lui plaît, et même dans le cours de l'année. Que son médecin lui fasse trop ou trop peu de visites, qu'il lui prescrive des médicaments de luxe, des eaux minérales, des spécialités, des substances ne figurant pas au tarif, nul n'a rien à y voir, puisque c'est lui qui paie. de ses propres deniers.

Le médecin, lui, consent volontiers à signer la feuille de maladie, à fixer la date de la guérison, à faciliter, en un mot, le fonctionnement de la société, dont il est devenu le plus chaud défenseur, depuis qu'il n'a plus à se plaindre d'elle, et puisqu'il est, de

sa nature, amoureux des belles idées de solidarité qu'elle représente.

Est-ce à dire qu'il n'y a plus d'abus, qu'il n'est plus possible de rencontrer des simulateurs, des paresseux, essayant d'exploiter leurs co-associés et de prendre le médecin pour dupe ou pour complice de leurs supercheries ? Non, quel que soit le régime établi, des abus subsisteront toujours, et, pour en diminuer le nombre, il ne faut guère compter que sur l'éveil des consciences et les progrès de la moralité générale.

La liberté reconquise attire dans les sociétés un plus grand nombre de membres, soit honoraires, soit participants. Parmi les premiers, figurent les personnes qui s'étaient abstenues jusqu'ici, parce qu'elles n'entendaient pas aider leurs voisins, plus riches qu'elles, à payer leurs frais de maladie. Et c'est maintenant aux applaudissements du médecin que ses meilleurs clients, les commerçants, les patrons, les fonctionnaires, les rentiers, viennent apporter leur adhésion et participer aux avantages de l'association. Lui-même se fait inscrire à la fois comme membre honoraire et comme membre participant : il connaît, en effet, la loi des grands nombres ; il sait que, plus les assurés sont nombreux, mieux les risques se répartissent et se trouvent garantis. Seulement, au lieu de verser purement et simplement sa cotisation de membre honoraire à une collectivité anonyme et impersonnelle, il aime mieux en faire bénéficier tel sociétaire qui lui semble plus particu-

lièrement digne d'intérêt, payer pour lui tout ou partie de son annuité, prévenir ainsi l'exclusion dont il est menacé, restituer, en un mot, à *l'assistance* sa véritable fonction dans une société bien organisée. Libre à lui également de consentir, à ceux dont il connaît la pauvreté, cette réduction de 25 o/o que recommandent le Dr Jeanne et le *Concours médical*.

Mais la réforme ne va-t-elle pas être onéreuse pour les mutualistes, en d'autres termes, ne va-t-elle pas les obliger à élever le taux de leur cotisation annuelle ? L'expérience seule, peut nous donner, à cet égard, une certitude. Ce qui paraît infiniment probable, c'est que les sociétés où la cotisation est tout à fait insuffisante, celles-là même qui ne craignent pas d'imposer à leurs médecins un abonnement de 2 ou 3 francs par tête (1) ou un tarif de quelques sous par visite, se verront contraintes de demander à leurs membres participants un effort personnel un peu plus considérable. Et ce sera justice. Les sociétés, au contraire, où la cotisation est fixée à un taux raisonnable, 2 francs ou 2 fr. 50 par mois, par exemple, et qui déjà rémunèrent convenablement leurs médecins, n'auront nullement à augmenter leurs charges ; quelques-unes même, suivant toute vraisemblance, pourront réaliser des économies et son-

1. D'après M. le Dr Gyoux (Rapport au Congrès international de la mutualité, 1900), le taux de l'abonnement varie de 2 à 7 fr., suivant les localités.

ger à perfectionner leur œuvre, à la rendre plus utile encore et plus largement bienfaisante.

Les sociétés mutuelles, en effet, sont loin de produire tous les bons résultats qu'elles pourraient, qu'elles devraient donner. Beaucoup d'entre elles excluent de leur service médical les soins chirurgicaux. Elles n'en paient pas moins, dans tous les cas, l'indemnité pécuniaire prévue par les statuts. Eh bien ! l'augmentation de cette indemnité permettra au blessé de se faire soigner au même titre que le malade.

Enfin, presque toutes les sociétés limitent à quelques mois, à deux ou trois mois ordinairement, le secours de maladie (1) : c'est pour elles une nécessité qui leur est imposée par la faiblesse de leurs ressources. Celles d'entre elles qui feront des économies pourront les employer, soit à augmenter les secours de maladie, soit, mieux encore, à en étendre la durée. N'est-il pas évident que, plus la maladie est longue, plus le malade a besoin d'être aidé ? et n'est-il pas illogique et inhumain à la fois qu'une association fondée pour l'assistance mutuelle abandonne un

1. Par une anomalie incompréhensible et que rien ne justifie, l'indemnité pécuniaire est, en général, plus élevée le premier mois et diminue les mois suivants. C'est le contraire qu'exigerait la logique. La Société mutuelle des employés des omnibus, à Paris, l'a bien compris : elle alloue au malade 2 fr. par jour pendant la première quinzaine, 2 fr. 50 pendant les deux mois et demi suivants, et 3 fr. pendant les neuf mois qui suivent. La cotisation mensuelle n'est cependant que de 1 fr. 25 ; il est vrai que la Compagnie y ajoute une somme égale.

de ses membres au moment précis où cette assistance lui devient le plus indispensable ? L'idéal ne serait-il pas de continuer l'indemnité quotidienne, sinon de l'augmenter progressivement, jusqu'à la fin de la maladie ? Or, il existe déjà des *Caisses de réassurances*, instituées par de vastes groupements : Unions ou Fédérations mutualistes, qui ont pour but, entre autres, d'organiser, moyennant une faible prime, l'assurance contre les maladies de longue durée : c'est le devoir de chacune des sociétés particulières, de faire participer ses adhérents à ce nouveau bien-faît de la Mutualité.

En somme, à n'envisager que le côté économique de la question, il paraît vraisemblable que certaines associations mutuelles pourront bien perdre quelque chose à la suppression du service médical, tandis que leurs médecins y gagneront ; en revanche, d'autres sociétés y gagneront ce qu'y perdront leurs médecins et pourront employer le surplus disponible de la cotisation, soit à perfectionner l'assurance contre la maladie, soit à augmenter le nombre ou la quotité des pensions de retraite. La situation générale ne se trouvera guère modifiée ; mais certaines situations particulières, qui sont actuellement un scandale et une honte, cesseront d'exister, et c'est déjà là un grand et précieux résultat.

Mais c'est surtout au point de vue moral que cette réforme sera vraiment bienfaisante. On ne peut nier qu'il y ait, dans l'état actuel, quelque chose d'humiliant pour les mutualistes comme pour

les médecins. Si l'immixtion de l'assistance dans la mutualité peut, à certains égards, se justifier, c'est à la condition absolue que cette assistance soit volontaire (1). Le concours apporté par les médecins aux sociétés mutuelles remplit-il toujours cette condition ?

1. Il y a quelques jours (20 mai 1904), dans le très beau discours qu'il prononçait au Congrès de Nantes, M. Mabillean, Directeur du Musée social et Président de la Fédération nationale de la mutualité française, disait : « L'œuvre qui fait appel aux membres honoraires n'est plus tout à fait une œuvre de liberté individuelle... Votre prévoyance met désormais un autre principe en jeu : elle fait appel à l'assistance, et voici la porte ouverte à toutes les interventions étrangères à l'effort personnel... Quand l'Etat, le département, la commune interviennent, où puisent-ils les subventions qu'ils accordent ? Dans la poche du contribuable. Celui-ci est-il libre ou non d'acquitter la note du percepteur ? » On pourrait répondre que le contribuable est libre en ces sens, qu'il donne mandat à ses élus de voter ou de ne pas voter ces subventions. En tous cas, l'assistance privée n'est pas ici en cause : il est trop évident que le membre honoraire est libre de payer ou non sa cotisation. Or, cette forme de l'assistance privée qui consiste dans la réduction des honoraires médicaux, et dont les mutualistes ne parlent jamais, ne devrait-elle pas, en bonne justice, jouir de la même liberté ?

M. Mabillean ajoutait : « Soyons donc francs ; appelons la société tout entière à notre aide... » Voilà, nous semble-t-il, le véritable argument : c'est dans un intérêt social, pour faire le bien des travailleurs, que l'assistance, sous toutes ses formes, intervient dans l'assurance. « Les notions, dit M. Léon Bourgeois dans une lettre adressée à M. Mabillean et lue au Congrès, jadis trop distinctes et trop souvent opposées, de prévoyance et d'assistance, tendent, non à se confondre, mais à s'harmoniser dans la notion supérieure de mutuelle et d'universelle solidarité ». (*L'Avenir de la Mutualité*, de Bordeaux, 21 et 28 mai 1904).

A cette question, les plaintes si nombreuses, si amères, que nous entendons chaque jour et depuis si longtemps, ne répondent qu'avec trop d'éloquence. Instituons le nouveau régime et, instantanément, la situation se transforme et redevient normale : plus de carte forcée, plus de marchandage, il faut dire le mot, plus de chantage ; médecins et mutualistes reprennent, avec leur indépendance, toute leur fierté et toute leur dignité.

Enfin, d'une manière indirecte, en favorisant leur recrutement dans les rangs mêmes de la bourgeoisie, la réforme que nous préconisons contribuerait encore au progrès matériel et moral des mutualistes. « La concorde, la paix sociale, dont nous sommes si loin, écrit M. Lépine, ne pourraient que bénéficier de ce rapprochement si désirable d'hommes de toutes conditions dans la mutualité et la fraternité véritables. Les préjugés, les haines de classes, s'atténueraient ou disparaîtraient peu à peu. D'autant que cette minorité aisée de participants ne manquerait pas, si elle était consciente de son devoir social, de pratiquer dans la société mutuelle l'assistance, sous la forme rationnelle que nous avons esquissée précédemment. Rien ne les empêcherait même d'affecter l'indemnité pécuniaire qui leur serait allouée, le cas échéant, au soulagement de tel ou tel de leurs co-sociétaires malade et particulièrement digne d'intérêt. Mais ils le feraient de leur plein gré et de leur propre initiative, sans que cette pratique pût porter la moindre atteinte à leur droit strict, ce qui ne ferait qu'accroi-

tre la valeur morale et la portée sociale de leur bienfait » (1).

Et puis, pour descendre à des considérations moins élevées, mais plus immédiates, plus directes et non moins importantes, ne serait-ce donc rien que de rendre plus cordiales les relations, si tendues aujourd'hui, entre médecins et mutualistes; de dissiper cette atmosphère de défiance et de suspicion où ils vivent si souvent les uns à l'égard des autres; de pacifier les esprits; de rétablir enfin, entre ces frères ennemis, une cordiale et affectueuse entente, qui leur permettrait de marcher ensemble, la main dans la main, à la conquête incessante de nouveaux progrès, au perfectionnement continu, physique et moral, de l'individu et de l'espèce tout entière (2).

Dans un récent article (3), M. le Dr Jeanne, parlant

1. *La Mutualité*, p. 188.

2. M. Léon Bourgeois, dans la lettre déjà citée, ouvre, en ces termes, de nouveaux et vastes horizons à l'œuvre de la Mutualité : « Toute l'hygiène sociale se ramène, à mes yeux, à cette règle de conduite : prévenir la maladie partout où cela est possible, pour n'avoir pas à charge, trop souvent en vain, de la guérir... Quel champ admirable resterait ouvert à la mutualité, si elle voulait agir en dehors de l'assistance à la maladie déclarée, qui, seule, est prévue par la loi générale, et, faisant ainsi acte de véritable prévoyance sociale, appliquer ses efforts et une partie de ses ressources à la *prévention de la maladie* ! Combien plus, ainsi, elle sauverait de ses membres ! Et combien moins lourde serait, pour le même nombre de membres sauvés, cette dépense de sage et féconde solidarité ! »

3. *Concours médical*, 4 juin 1904.

des rapports qu'il voudrait voir s'établir entre le corps médical et les collectivités, propose cette formule : « Respect absolu de la liberté du malade et de l'indépendance du médecin ». Je l'adopte, quant à moi, bien volontiers, et tous les intéressés, sans doute l'accepteront, au moins en théorie ; mais, en ce qui concerne les médecins et les mutualistes, j'espère avoir démontré qu'il n'existe qu'un moyen de la mettre réellement en pratique ; supprimer le service médical et pharmaceutique et le remplacer par l'indemnité pécuniaire exclusive.

CHAPITRE IX

Appel à la Fédération nationale de la mutualité française.

Au moment où j'écris les dernières lignes de ce travail, le VIII^e Congrès national de la mutualité française vient de tenir, à Nantes, de solennelles assises. Bien des sujets y ont été traités, particulièrement le difficile problème des retraites ouvrières, dont les mutualistes, apercevant dans la loi future une menace pour l'avenir de leurs institutions et confiants, d'ailleurs, dans leur force et leur richesse incessamment accrues, n'ont pas hésité à réclamer, en partie tout au moins, la charge écrasante. On y a même abordé certaines questions médicales. On a déclaré, par exemple, qu'il y avait lieu d'établir des tarifs pour les opérations chirurgicales, *en prenant pour base le tarif de l'assistance médicale gratuite* ; on a bien voulu, il est vrai, ajouter qu'on ne prendrait cette base qu'à titre de simple indication. On a réparé aussi une criante injustice, contre laquelle le corps

médical avait toujours, mais vainement, protesté, en décidant que, dorénavant, les maladies vénériennes ne seraient plus exclues des soins médicaux et des dépenses pharmaceutiques.

Quant à la question qui préoccupe à un si haut degré notre corporation, qui est pour elle une question vitale, qu'elle ne cesse de discuter dans ses journaux, dans ses associations, dans ses syndicats : les rapports entre le corps médical et les sociétés de secours mutuels, cette question n'a pas été l'objet de la moindre délibération, de la plus petite allusion, dans la grande assemblée de la cité nantaise.

Pourquoi ce silence ? Les personnalités influentes de la mutualité française ne sont pas sans connaître nos griefs, nos plaintes, nos revendications. Pourquoi semblent-elles n'en prendre aucun souci ? Est-ce indifférence, dédain, orgueilleuse conscience d'une force invincible et sûre d'elle-même ? Ne serait-ce pas plutôt désir d'éviter un terrain brûlant, de laisser dans l'ombre une situation dont on se rend bien compte, mais qu'on aime mieux ne pas approfondir ?

Il faudra pourtant que la question se pose. Le Congrès de Nantes vient de consacrer l'existence de la Fédération nationale de la mutualité. N'est-ce pas à cette grande Fédération qu'il appartiendrait d'étudier le problème et, si elle venait à constater qu'il ne comporte d'autre solution que la séparation, de recommander cette solution à toutes les sociétés particulières, avec l'autorité que lui confèrent et le nom-

bre imposant des groupements qu'elle représente et la compétence indiscutable des personnalités qui sont à sa tête ?

« Le Congrès de Nantes, s'écrie *l'Avenir de la Mutualité*, s'est terminé dans une apothéose ! » En poursuivant, au milieu des acclamations, sa marche triomphale, la *bonne déesse* moderne daignera-t-elle enfin prêter une oreille favorable aux justes doléances d'une corporation à qui elle doit peut-être quelque reconnaissance, et qui lui demande de mettre fin à une guerre impie ? Le silence dédaigneux ou embarrassé qu'on nous oppose ne permet guère de nourrir cet espoir. Mais, j'en ai la ferme conviction, quoi qu'il arrive, avec ou sans l'assentiment des mutualistes, la séparation, le retour à la liberté, s'imposeront dans un avenir plus ou moins rapproché, parce qu'ils sont dans la nature des choses.

Est-ce que le fruit, quand il est mûr, ne se détache pas de la branche spontanément et sans violence ?

Vu : le Président de la thèse,

POUCHET

Vu : le Doyen,

DEBOVE

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

Vu et permis d'imprimer :

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

ARBOUX. — Discours prononcé au banquet de l'Union des syndicats médicaux, 1896.

— *L'Avenir de la Mutualité*. — Nos des 21 et 28 mai 1904.

BARBERET. — Commentaire de la loi du 1^{er} avril 1898.

— *Le Matin*, février-juin 1904.

BARTHOU. — Rapport sur les opérations des sociétés de secours mutuels pendant l'année 1895.

BROUARDEL. — Discours prononcé à la séance de l'Assoc. génér. des médecins de France du 17 avril 1904.

— *Bulletin de l'Union des syndicats médicaux de France*, 5 avril 1900.

— *Bulletin de l'Association générale des pharmaciens de France*, 25 mars 1904.

— *Bulletin de l'Association générale des médecins de France*, 1^{er} avril et 15 mai 1904.

CÉZILLY. — *Le Concours médical*, 19 août 1893.

CHOVET. — Rapport au Sénat, 19 novembre 1903.

— *Concours médical (Le)*. Passim, de 1892 à 1904.

— Congrès de médecine professionnelle et de déontologie, 1900.

- Congrès de la Mutualité, à Reims, 1898.
- Congrès de la Mutualité, à Nantes, 1904.
- COURGEY. — *Le Concours médical*, 17 sept. 1898.
- CUYLITS. — Rapport au Congrès de déontologie de 1900.
 - Décret-loi organique du 26 mars 1852.
 - Décret du 27 mars 1852.
 - Décret du 26 avril 1856.
- DESCHANEL (Paul). — Discours prononcés en 1900 et 1904.
- DIVERNERESSE. — *Le Concours médical*, 21 mai 1904.
- DUPUY. — Rapport sur les opérations des sociétés de secours mutuels pendant l'année 1891.
- GAIRAL. — *Le Concours médical*, 27 juin 1903.
- GOUFFIER. — L'encombrement de la profession médicale, 1900.
- GYOUX. — Rapport au Congrès international de la mutualité, 1900.
- JAURÈS. — *La Dépêche*, de Toulouse, mai 1895.
- J.-C. — *Le Concours médical*, 12 janvier 1901.
- JEANNE. — *Le Concours médical*, 17 juillet 1895, 10 novembre 1900, 4 juin 1904.
 - Tarif général minimum des honoraires médicaux.
 - Règlement général des rapports entre médecins et mutualistes.
 - *Journal officiel*, 1^{er} juin 1900.
- LAVARENNE (E. de). — *La Presse médicale*, 14 mai 1904.
- LE BARON. — *Bulletin de l'Union des syndicats médicaux*, décembre 1901.
- LÉPINE. — La Mutualité, ses principes, ses bases véritables, 1903.
- LEREBoullet. — Revue de déontologie, février 1904.
 - Lois des 8 mars, 5 et 15 juillet 1850.

— Loi du 1^{er} avril 1898.

LOURTIES. — Discours au Sénat, 10 février 1898.

MAUREL. — *Le Concours médical*, 14 mars 1903.

MICHAUT. — Pour devenir médecin, 1898.

MIRMANN. — Rapport à la Chambre des députés, 14 mai 1901.

PASSY (Frédéric). — Lettre-préface à la *Mutualité*, de Lépine, 1903.

PETIT (Edouard). — *Journal officiel*, 1^{er} août 1902.

— Revue de déontologie, novembre 1903.

— Revue de la mutualité, août 1895.

— Statuts de la société de Secours mutuels des contrôleurs et employés de la Compagnie générale des omnibus, approuvés, par arrêté préfectoral du 2 août 1895.

SURMAY. — Rapport à l'Assoc. des médecins de Saint-Quentin, 1881.

— Syndicat médical de Lille et de la région. — Conférence du 15 février 1903.

— Syndicat médical de l'arrondissement de Versailles. — Compte-rendu de l'assemblée générale du 22 octobre 1903.

— Union médico-pharmaceutique. Appel aux syndicats, mai 1904.

VALLÉ. — Circulaire ministérielle, 1898.

WALDECK-ROUSSEAU. — Rapport sur les opérations des sociétés de secours mutuels, pendant l'année 1898.

— L'Association républicaine.

— L'Action républicaine.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	9
CHAPITRE I. — Comment sont nées les sociétés de secours mutuels. — Le rôle du corps médical dans leur création.	11
CHAPITRE II. — Prodigieux développement de la Mutualité.	17
CHAPITRE III. — Amoindrissement de la situation matérielle et morale du corps médical.	23
CHAPITRE IV. — Le conflit médico-mutualiste.	29
CHAPITRE V. — Les revendications du corps médical.	35
CHAPITRE VI. — La situation actuelle au point de vue moral.	43
CHAPITRE VII. — Les tentatives de conciliation. Les palliatifs.	51
CHAPITRE VIII. — Le vrai remède. — Quelques opinions de médecins et d'économistes.	59
CHAPITRE IX. — La mutualité comme en Amérique. Les voies et moyens de la réforme.	63
CHAPITRE X. — Les résultats probables de la réforme.	71
CHAPITRE XI. — Appel à la Fédération nationale de la mutualité française.	81
BIBLIOGRAPHIE.	85